

RÉPRESSION L'avocat William Bourdon, dirigeant de l'association Sherpa, critique les réactions du pouvoir face à la mort de Rémi Fraisse :

Sivens : «La différence gauche-droite est cosmétique»



Manifestation à la mémoire de Rémi Fraisse, à Paris, mercredi. PHOTO MARTIN BUREAU. AFP

L'avocat William Bourdon dirige Sherpa, association de défense et de protection des populations victimes de crimes économiques. Il publie *Petit Manuel de désobéissance citoyenne* chez JC Lattès.

Les manifestations se multiplient après la mort de Rémi Fraisse. Le gouvernement y répond en mettant en garde de vue, comme à Paris, de simples citoyens venus défendre sa mémoire...

Ces gardes à vue avec contrôle ADN conduisent à interioriser chez les jeunes le sentiment qu'ils sont précriminalisés, à la manière de ce que Nicolas Sarkozy avait voulu mettre en œuvre. La gauche le fait là en catimini, de façon sournoise et loin du mandat qui lui avait été donné. Alors qu'on devrait avoir un gouvernement à l'écoute de ce grand mouvement citoyen de colère, d'indignation, on a un gouvernement qui y répond par un traitement sécuritaire et répressif. Et quand la bonne décision est prise, elle est tardive et donc inaudible.

L'autisme ne peut que fabriquer du malentendu, radicaliser la défiance et nourrir un cercle vicieux qui, avec le temps, devient de plus en plus difficile à renverser.

Le silence du pouvoir après la mort de Rémi Fraisse illustre-t-il cela ?

On est accablé, car il est invraisemblable que des mots simples n'aient pas immédiatement été trouvés. Si, au moins, il y avait eu une parole publique immédiate – tellement évidente – disant, qu'à titre conservatoire l'auteur du tir était suspendu, que les responsabilités seront établies, que la famille avait droit à la vérité, sans accabler pour autant les gendarmes... Au lieu de cela, le pouvoir a préféré la logique chère à la droite dans ces situations : attentisme, attermoiement, manque de transparence.

Y a-t-il deux visions du monde, entre une gauche mouvementiste, écologiste, alternative qui s'oppose à une

gauche au pouvoir qui, elle, ne parle que de progrès par le bétonnage, de croissance par le productivisme et de réduction des déficits ?

Il y a déjà eu d'autres situations historiques de hiatus entre ces deux gauches. Mais là, l'ampleur du fossé ressemble à un grand canyon. Bien sûr, la gauche au pouvoir ne porte pas à elle seule la responsabilité de cette défiance grandissante entre citoyens et élites !

Mais on assiste à une remise en cause croissante de ceux qui, au lieu d'incarner l'intérêt général, lui substituent les intérêts catégoriels ou les logiques court-termistes, préfèrent le cynisme à l'éthique, le déni au courage de la vérité, le repli sur soi à l'universalisme.

Y a-t-il une différence entre la gauche et la droite de gouvernement face à cette «violence d'Etat» ?

Elle n'est que cosmétique. Il n'y a guère de changement alors que beaucoup de jeunes

s'attendaient à ce que la gauche lutte contre une culture de l'impunité des forces de l'ordre qui nourrit sentiment de persécution et surenchère. La colère qu'expriment les jeunes manifestants se cristallise sur la mort tragique de ce jeune homme. Mais se réescomptent sur cette colère – là d'autres colères. Une colère sociale, une colère de la précarité, une colère de la déception face à un rêve promis mais qui se consume. Elles se réescomptent d'autant plus que le pouvoir a tout fait, par son déni de réalité, pour alimenter cette exaspération qui monte de la société.

Y a-t-il une écologie politique hors parti, hors Etat, qui se développe à la faveur des projets jugés «inutiles et imposés», comme à Sivens ?

Il y a une cécité structurelle de ceux qui sont aujourd'hui en charge d'incarner l'intérêt général avec un personnel politique rendu sourd et muet par ses logiques claniques déconnectées du réel. Il y a aussi un manque de courage, un manque de vision. J'étais membre de la campagne de François Hollande, en charge des droits de l'homme et des libertés publiques. Or, une fois au pouvoir, on a des gouvernements qui ne s'appuient guère sur les forces vives de la société. Il y a eu de belles déclarations sur l'exemplarité de la transition énergétique, sur un mode de développement à réinventer. Or on fait l'inverse : beaucoup ont le sentiment qu'un terrible abus de confiance a été commis. Tout est à rebours aujourd'hui. Certes, il y a un principe de réalité économique très tyrannique, mais raison de plus pour faire preuve de courage politique.

Recueilli par

CHRISTIAN LOSSON

La p
nat e
Boris
nir se
Nico
teur
(Cna
la lig
rate
char
de M
lors
à l'Ed
ex-se
l'Eco
tion

L'H

MA
SUI

La m
Mat
baiss
avec
mier
part
rapp
les o
moy
pero
éplu
ter ac
une
vauf
1077

«N
ext
de
mo

Bruc
du p
de re
l'UM

Ré
Ce
de
no

Ex
à l
se